28me Année N° 343 — BUREAUX: RUE NEUVE, 17 — UN NUMÉRO 15 CENTIMES — BUREAUX: RUE NEUVE, 17 — Dimanche 9 Décembre 1883

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS:
Roubaix-Tourcoing: Trois mois. . 13.50
» » Six mois. . . 26.»
» » Un an . . . . 50.»

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, Six mois. . . . . 15 fr.
La France et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le *JOURNAL DE ROUBAIX* est désigné pour la publication des *ANNONCES LÉGALES et JUDICIAIRES*.

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

INSERTIONS:
Annonces: la ligne. . . 20 c.
Réclames: » . . . . 30 c.
Faits divers: » . . . . 50 c.
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçus à *Roubaix*, au bureau du journal, à *Lille*, chez M. QUARRÉ, libraire, Grande-Place; à *Paris*, chez MM. HAVAS, LAFFITE ET Cie, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires (place de la Bourse); à *Bruxelles*, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ.

Les abonnements et les annonces pour le *Journal de Roubaix* sont reçus:
A Roubaix, aux bureaux du journal.
A Tourcoing, rue Nationale 18
A Lille, à la succursale de l'*Agence Havas*, rue de Fas et aux bureaux du *Nouvelliste du Nord et du Pas-de-Calais*, 9 bis, rue du Curé-Saint-Etienne.
A Armentières, rue de Lille.
A Paris, aux bureaux de l'*Agence Havas* place de la Bourse, 6, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 34.

ROUBAIX, LE 8 DÉCEMBRE 1883

LE GÉNÉRAL CAMPENON

La discussion du budget de la gnerre a amené à la tribune trois orateurs qui ont formulé des critiques dont quelques-unes paraissent fondées.

De ces trois orateurs, deux jouissent d'une compétence que tout le monde reconnait; ce sont MM. Margaine et Ballue, tous deux anciens officiers très-distingués.

Le troisième, c'est M. Tenot, ancien rédactenr en chef de la *Gironde*, député des Hautes-Pyrénées.

M. Tenot est un journaliste de valeur; mais, comme tous les journalistes, forcé d'écrire sur toutes choses, et de fournir tous les jours de la *copie*; il est des sujets dont il n'a pas fait une étude assez complète pour les pouvoir discuter à fond.

L'organisation militaire est de ce nombre. Il a formule contre l'administration du général Campenon quelques critiques injustes, et s'est attiré du ministre cette réponse brutale: « Vous ne savez pas ce que vous dites! »

Joignant ensuite la démonstration à l'affirmation, le général Campenon a rectifié l'erreur de son jeune et inexpérimenté contradicteur.

Eh bien! le langage du ministre de la guerre ne nous déplait pas outre mesure.

Sans doute, il ne faudrait pas qu'il devint le langage courant du régime parlementaire; mais il nous plaît dans la bouche d'un ministre succédant à Farre et à Thibaudin.

Les généraux politiques ont tenu beaucoup trop de place dans les précédents cabinets.

On se souvient du général Farre qui, en quelques mois, avait totalement désorganisé l'armée. Il est vrai de dire que Farre était le simple prête-nom de Gambetta.

Après Farre, vint Thibaudin, qui fut, aux intransigeants, ce que Farre fut à Gambetta.

Et lorsque, par aventure, un vrai général, comme Billot, arrivait au pouvoir, il se trouvait entravé dans son œuvre de réorganisation par les politiciens de deux Chambres.

Le général Campenon ne veut pas de l'ingérence de la politique dans l'armée; il l'a nettement notifié aux politiciens de la Chambre en termes dont la brutalité accuse la volonté de leur auteur.

Si le ministre de la guerre a son franc-parler avec les membres du Parlement, il ne se gêne pas davantage avec ses collègues.

C'est ainsi qu'il leur a fait part des appréhensions que lui cause le recrutement du corps expéditionnaire du Tonkin.

Il craint que les cadres, déjà si affaiblis, ne soient rendus impuissants par l'emprunt qu'on veut faire à chaque régiment de ses meilleurs sous-officiers pour les envoyer à l'ennemi.

En patriote éclairé, il jette ses regards vers nos frontières de l'Est, et il se demande avec inquiétude ce qui adviendrait si des complications européennes, de plus en plus possibles, amenaient une nouvelle guerre franco-allemande.

Le général Campenon comprend si bien en quel état d'infériorité se trouve notre organisation militaire, qu'il a dit à M. Margaine qu'il se chargeait de trouver l'emploi utile de deux cents millions de plus chaque année pour le budget de la guerre.

Il faut espérer que si nous avons une crise ministérielle — comme tout semble l'indiquer — on aura l'intelligence de mettre le ministre de la guerre en dehors de cette crise.

Jamais le général Campenon ne s'est mêlé à nos querelles politiques; il n'est pas une seule fois monté à la tribune pour défendre telle mesure touchant de près ou de loin aux intérêts du gouvernement.

Dans sa bouche, nous n'avons jamais trouvé que quelques harangues brèves, sèches, peu académiques, mais débordantes de patriotisme et d'amour pour l'armée.

Il n'a pris la parole qu'à propos de questions militaires,

Dans une circonstance que nos lecteurs connaissent, il a donné un grand exemple de désintéressement.

Le jour même où les gauches du Sénat le désignaient pour un fauteuil d'inamovible, il s'élevait avec indignation contre la pensée d'admettre les militaires en activité de service dans nos assemblées délibérantes.

Un tel général mérite qu'on le conserve, quelles que soient ses opinions politiques personnelles.

Il est de ceux qui ont assez d'énergie pour tenir tête à ses amis; et les hommes de volonté pour le bien sont hélas! si rares parmi les hommes politiques de la majorité, que lorsque, par hasard, il s'en trouve un, le Parlement ne saurait trop s'appliquer à faciliter sa mission.

Su cette question l'accord doit se faire facilement, puisqu'il s'agit de l'armée qui est le gage même de la sécurité de la France.

PIERRE SALVAT.

Le meeting de la place de la Bourse

Commençons par dire que la manifestation anarchiste annoncée pour vendredi et desavouée du reste par tous les journaux du parti a complètement et misérablement avorté.

Elle ne rappelle même, en aucune façon le meeting des Invalides.

Du reste les mesures prises par la préfecture de police défiaient toute tentative de désordre.

Dès le matin toutes les brigades centrales étaient consignées.

Sept escadrons de gardes républicains à cheval et vingt compagnies à pied occupaient tous les points où des désordres étaient à craindre.

La Bourse, dont les grilles latérales avaient été fermées, était occupée par deux compagnies de la garde républicaine et trente gardiens de la paix.

Des groupes d'agents parcouraient les rues avoisinantes empêchant les attroupements.

A midi et demie la coulisse commence ses opérations sur les marches du palais.

Les curieux qui affluent de toutes parts se mêlent aux boursiers pour jouir du coup d'œil, mais la police empêche le stationnement.

MM. Cameséasse, préfet de police, Caubet, chef de la police municipale, et quelques officiers de paix, vont de part et d'autre, veillant à l'exécution des ordres donnés.

Trois ou quatre arrestations d'individus refusant de circuler sont opérées. La foule applaudit les agents.

Jules Vallès, rédacteur en chef du *Cri du Peuple* traverse vers deux heures la place de la Bourse, suivi de quelques badauds qui l'on reconnu. Il ne s'arrête du reste pas.

Aucun cri n'est poussé nulle part. On n'entend, dans la foule, que des lazzis à l'adresse du gouvernement ou des anarchistes.

Malgré la présence de quelques individus à figure sinistre, perdus dans les groupes, on sent qu'il n'y a rien de grave dans l'air.

A partir de deux heures 1/2, la foule se disperse peu à peu. Il a fait toute la journée nn froid vif et un beau soleil.

La *Défense* publie la note suivante qui témoigne de la gravité de la situation religieuse:

« Lundi 26 novembre, la Congrégation des affaires ecclésiastiques extraordinaires s'est réunie pour étudier la situation religieuse en France. Vingt deux cardinaux étaient présents. Tous les anciens nonces à Paris assistaient à cette réunion solennelle. On a beancoup remarqué que c'est la seconde fois seulement que la Congrégation tout entière a été appelée à juger une question ecclésiastique. Les débats, dit on, ont été très-longs. Certains cardinaux se sont prononcés énergiquement pour le rappel immédiat du nonce de Paris. On suit avec le plus vif intérêt tout le mouvement en France. Le moindre détail a en ce moment une grave importance et peut devenir l'occasion d'une décision suprême. Les amis de la France sont fort préoccupés. »

LES ROIS EN EXIL

La *Patrie*, après avoir mentionné l'article de Philippe de Grandlieu que nous avons publié hier, reproche à l'écrivain du *Figaro* d'oublier les Bonaparte.

« Il oublie, dit-elle, Napoléon Ier, si sublime et si majestueux dans son lugubre exil de Sainte-Hélène.

» Il oublie également Napoléon III, mort à Chislehurst, dans la plus patriotique des douleurs.

» Il oublie le Prince Impérial, qui est allé chercher au Zonlouland une mort de héros.

» M. de Grandlieu oublie enfin S. M. l'Impératrice, qui porte avec tant de sainte grandeur son deuil immense sur la terre d'exil. »

Il est certain que l'attitude dans l'exil des princes dont parle la *Patrie*, ne justifie pas plus que celle des Bourbons la mauvaise action de MM. Daudet et Delair.

LA RÉSISTANCE

Au cours de la discussion du budget de l'instruction publique, M. le comte de Kergorlay a présenté des observations intéressantes dans lesquelles il a montré avec quelle énergie l'enseignement libre lutte contre l'enseignement officiel, pour les écoles secondaires et ponr les écoles primaires.

Voici un passage de son discours:

« A Paris, depuis que la campagne de la laïcisation a été entreprise, on a laïcisé 136 écoles et il a été fondé 128 écoles libres.

« Les congréganistes ont donc perdu 8 écoles. Mais les écoles libres ont gagné 12,800 élèves, et ce nombre serait encore plus considérable, si l'exiguïté des locaux n'obligeait les congréganistes à refuser des milliers d'élèves. (Très bien! très bien! à droite.)

» La création de ces écoles libres a exigé de grandes dépenses, mais ces dépenses-là n'ont pas causé le déficit du budget, car elles ont été effectuées à l'aide de cotisations volontaires et je dois dire que les petites souscriptions ont été plus nombreuses et plus considérables que les grandes. Beaucoup d'ouvriers ont apporté leur obole. (Très bien! très bien! à droite.)

» L'honorable M. Jules Roche parle avec un certain orgueil les dépenses que la République a faites pour l'enseignement primaire.

» Qu'il me permette de lui faire remarquer la différence qu'il y a entre ces dépenses et celles qui ont été faites pour les écoles libres.

» La République paye avec l'argent des contribuables, tandis que les fondateurs d'écoles libres ont doté le pays d'écoles nouvelles avec leur propre argent. (Très bien! très bien! à droite.)

Pour laïciser les écoles de Paris, on a fait des dépenses excessives.

Dans le septième arrondissement, par exemple, on a créé une école laïque de filles qui a coûté 700,000 fr., on y a installé trois institutrices.

« L'école ne contient que vingt élèves.

» Et cependant, pour peupler les écoles laïques, on a eu recours à toutes sortes de moyens. On a organisé des cantines, puis des bataillons scolaires. On fournit l'uniforme aux enfants et l'on a essayé d'exclure de ces bataillons les élèves des écoles libres.

» Dans les départements, partout où l'on a voulu laïciser les écoles, d'énergiques protestations se sont fait entendre. (Dénégations à gauche.) Je pourrais citer des exemples.

» On a souvent répété que les écoles confessionnaires n'étaient pas popnlaires en France et que la religion était opposée à la diffusisn de l'instruction publique,

« Les faits que j'ai cités prouvent que ces assertions ne sont pas fondées. Ce n'est pas lorsque, dans une seule ville, l'initiative individuelle a créé 128 écoles congréganistes qu'on peut dire que l'Eglise est opposée à l'enseignement (Très bien! très bien! à droite.) et que cet enseignement est peu populaire. »

De pareils faits sont de nature à encourager la résistance pacifique qui s'organise dans toute la France contre l'enseignement officiel et athée qui nous coûte si cher.

REVUE DE LA PRESSE

LA FÉDÉRATION MONARCHIQUE

Les trônes de l'Europe s'unissent contre la Révolution. Voici une dépêche qu'a reçue de Madrid le *New-York Herarld*, journal qui ne saurait être suspect de prédilections monarchiques, puisque c'est le plus grand journal de la plus grande République du monde: « Il existe un arrangement secret entre l'Allemagne et l'Espagne en vue de l'éventualité d'un mouvement révolutionnaire. Cet arrangement a l'adhésion d'autres monarchies; il n'est pas dirigé contre la France, mais contre la propagande révolutionnaire. On s'attend à une crise ministérielle après le départ du prince héritier d'Allemagne. *Le retour au pouvoir des conservateurs est probable.* »

Le *Gaulois* l'a depuis bien des jours annoncé et réannoncé ce retour au pouvoir des conservateurs. Il n'a pas cessé, depuis le voyage d'Alphonse XII, de prédire ce fruit certain de l'injure commise par nos républicains.

D'autre part, un des correspondants particuliers du *Temps* lui télégraphie de Berlin: « Les dispositions du cabinet de Berlin sont très peu favorables au programme développé par les chefs de la gauche italienne. Le prince de Bismark considère l'alliance germanique comme destinée non seulement à assurer la paix en Europe, *mais encore à garantir les principes conservateurs.* »

Et le correspondant du *Temps* ajoute que le grand-chancelier ne veut pas que l'Italie soit reçue dans la triple alliance, à cause du programme *révolutionnaire et anticlérical* des hommes qui gouvernent ce royaume.

En même temps, la médiation européenne prétend s'imposer, dans l'Extrême-Orient, à la France, aussi bien qu'à la Chine, au nom des intérêts commerciaux communs aux grandes puissances.

Ainsi, la France est devenue le trait d'union des monarchies.

La France est devenue, à son tour, une quantité négligeable: voilà le résultat auquel ont abouti les hommes d'Etat de sa République.

On règle les affaires communes sans elle et, au besoin, contre elle.

Il est vrai que les journaux ministériels et officieux, la *République française* en tête, affectent de considérer l'entente intervenue entre les puissances comme un fait heureux qui doit donner à réfléchir à la Chine.

Fait heureux, en ce sens qu'il nous ouvre une porte pour sortir d'une sotte et dangereuse aventure. Fait peu glorieux, à coup sûr, et avertissement pour nous d'avoir à ne pas troubler davantage le commerce des autres nations dans l'Extrême-Orient.

Cependant, en Europe, les monarchies, unies dans la haine commune du radicalisme, nous permettent bien de rester en république si le cœur nous en dit, attendu que c'est le meilleur moyen de n'avoir plus à compter avec nous: mais elles entendent établir un cordon sanitaire de plus en plus rigoureux entre leurs Etats et le nôtre. L'Italie est à l'index, malgré son roi, parce qu'elle n'est plus assez monarchique. Quant à la France, on la laisse *cuire dans son jus*, comme disait M. Thiers, parlant de Paris livré à la Commune après le 18 Mars.

Certes nous triompherions, nous conservateurs et royalistes, si nous n'étions, comme Français — et nous sommes Français avant tout — consternés des nuages qui s'amoncellent autour de notre patrie et que le plus puissant des hommes d'Etat de notre temps, — un opportunisme de génie celui-là, — brouillé décidément avec la Révolntion, dont il fit un moment son auxiliaire, semble pousser sur nos têtes.

(*Gaulois*) H. DE PÈNE.

DÉPÊCHES DE LA NUIT

Dépêches de nos correspondants particulier et PAR FIL SPÉCIAL.

LES ÉVÈNEMENTS DU TONKIN

Les troubles de Canton

New-York, 7 décembre.

Le *New-York Herald* a reçu de Canton une dépêche annonçant que la populace de cette ville a détruit, le 5 courant, la chapelle construite par les Chinois convertis au christianisme.

Les tronpes dispersèrent la, foule qui semblait croire que le général Pang était revenu pour chasser les étrangers, et qui se préparait à l'aider dans cette œuvre.

L'escadre neutre

Londres, 7 décembre

Le *Times* confirme que l'entente, d'après laquelle l'Allemagne et l'Angleterre enverraient une escadre dans les eaux chinoises, dont a parlé M. Hartington, est commune à toutes les puissances ayant des intérêts en Chine.

Cet envoi a pour objet de protéger les Européens contre les Chinois, et n'a nullement trait aux affaires dn Tonkin. S'il vise nn belligérant, c'est bien plutôt la Chine que la France.

Les droites de la Chambre

Paris, 7 décembre, 2 h. 35.

Les droites de la Chambre viennent de se séparer après une longue discnssion sur les crédits du Tonkin.

M. de La Rochefoucauld présidait; 65 membres étaient présents.

MM. Lorois, de Cassagnac, de Mackau, de Mun, Bourgeois, et Mgr Freppel ont pris la parole.

Il a été décidé que M. Delafosse porterait la parole au nom de la minorité.

La presque unanimité des membres ont décidé de rejeter les crédits, et de voter contre l'ordre dn jour de confiance.

La réunion s'est ajournée à demain pour la uite de la discussion.

Les groupes de la gauche

Paris, 7 décembre.

Les trois groupes de la gauche se sont réunis et ont décidé de voter les crédits. Mais ils refuseront les votes de confiance.

Deux orateurs ont vivement critiqué la conduite du cabinet.

Le Livre Jaune

Paris, 7 décembre.

On a déjà remarqué l'absence, dans le Livre Jaune, de tonte indication relative au traité de Hué. C'est aussi une surprise de n'y trouver aucune mention dn rôle joué au Tonkin par le général Bouët, des différends de cet officier supérieur avec le médecin-major gouverneur civil Harmand et finalement de sa rentrée en France. Il est fort probable qu'au cours des débats sur les crédits pour le Tonkin des explications seront demandées au gouvernement à cet égard.

La discussion des crédits

Paris, 7 décembre.

La *France* dépeint ainsi la situation de la Chambre: « Jusqu'à ce jour, dit-elle, la Chambre a pu se tromper ou permettre qu'on la trompât. L'occasion lui est offerte de se reprendre, de se dégager des complicités où on l'a entraînée par des erreurs et des mensonges. L'heures des illusions et des excuses est passée pour elle. Elle ne

---

FEUILLETON DU 8 DÉCEMBRE — 24 —

LE SECRET TERRIBLE

Mémoires d'un caissier

PAR ADOLPHE BELOT ET JULES DAUTIN

Première Partie

LE CAISSIER

VII

— Ah! c'est vous, monsieur Causson, me dit-il, tandis que Léonce, après m'avoir salué, regardait distraitement par la fenêtre dans la cour de la maison; vous ne paraissez pas satisfait; je parierais que c'est le nouvel appel de fonds que j'ai eu l'honneur de vous adresser qui vous contrarie.

— En effet, monsieur. Je venais vous annoncer qu'il m'est impossible de déférer à votre invitation.

— Allons donc!... Vos moyens vous le permettent!

— Que mes moyens me le permettent ou non, je refuse. Il est inconcevable, que, dans une affaire où toutes les dépenses étaient si exactement prévues, disiez-vous, vous dépassiez votre devis d'au moins 50 pour cent.

— Monsieur Causson, on voit bien que vous n'avez pas encore l'habitude de ces sortes d'affaires. Vous ne savez pas faire la part de l'imprévu.

— Je trouve que vous la faites trop large, cette part. Et, s'il est vrai qu'un appel de fonds soit indispensable, au lieu de grever vos premiers souscripteurs au-delà peut-être de leurs moyens, que n'accueilliez-vous de nouvelles souscriptions? Rien n'est plus facile, si, comme vous le dites, l'opération doit amener de si beaux bénéfices.

— Sans doute, rien ne serait plus facile; mais je ne voudrais pas prendre ce parti sans l'assentiment de tous les souscripteurs, auxquels, dans tous les cas, la préférence doit être réservée.

Il ajouta qu'il ne comprenait pas mon hésitation dans une circonstance pareille, à propos d'une entreprise qui, certainement doublerait pour le moins les capitaux engagés. Puis, pour achever de me convaincre, il se mit à expliquer les causes des dépenses supplémentaires auxquelles il fallait faire face: dans ces dépenses figuraient de coûteux appareils de distillation.

A ces mots, je blêmis, je frissonnai. Lentague s'en aperçut.

— Qu'avez-vous donc? me demanda-t-il.

— Ce que j'ai?... Osez-vous me le demander? Il s'agit bien de vos appareils!

— Mais certainement...

— Savez-vous d'où je viens en ce moment?... De la Villette. Je l'ai vu, votre usine! Et savez-vous ce qu'il y a écrit dessus? *Dépôt de fers et aciers...*

— C'est impossible, fit Lentague déconcerté. C'est une erreur. Je vais donner des ordres.

— Mais mentez donc mieux que cela! m'écriai-je exaspéré. Dites que la destination de l'usine est changé, que l'exploitation va commencer.

Léonce intervint et me dit froidement:

— Non, mon cher Causson, l'exploitation ne va pas commencer: elle est finie!

Puis à Lentague:

— Tu vois, il n'y a plus rien à faire, ça ne mord plus.

— Ah! misérables!... m'écriai-je.

Et, hors de moi, je m'élançai sur Léonce; je l'aurais étouffé, je ne me connaissais plus. Mais Lentague vint à son secours: à eux deux ils m'eurent bien vite contenu. Je me débattais sous leur étreinte; je m'agitai, je vociférai des injures d'une voix étranglée.

— Du calme? faisait Léonce; j'avoue que la pilule est un peu amère; mais à quoi cela te sert-il de te mettre en cet état?... De la modération, que diable!

— Non! m'écriai-je, vous m'avez déshonoré, perdu; je veux me venger!

Mais le coup qui venait de m'atteindre était trop rude. Cette surexcitation tomba subitement; je sentis le sang affluer à ma gorge, à mon cerveau; mes idées se brouillèrent. Je me laissai aller inerte entre les bras de ces misérables et je m'évanonis.

Je restai ainsi environ une demi heure. Quand je revins à moi, j'étais étendu sur le parquet, seul, la porte dn cabinet fermée. Je fus quelques secondes à rassembler mes idées; puis le sentiment de ma situation me revint et je me redressai vivement. La colère qui m'avait suffoqué me reprit tout-à-conp; je vociférai des malédictions contre les infâmes qui m'avaient dépouillé,

— Et ils m'ont encore laissé là, évanoui, sans secours... Où sont-ils?...

Je courus à la porte et l'ouvris: personne dans l'escalier. Je rentrai dans le cabinet.

— Ce Lentague n'est pas plus un homme d'affaires que moi, m'écriai-je, c'est un escroc, un scélérat, rien de plus.

Je feuilletai les papiers qui étaient sur le bureau; c'étaient, sous des couvertures neuves et des titres pompeux, un ramassis de vieilles paperasses achetées à la livre et bonnes pour l'épicier. J'ouvris les cartons: ils étaient vides, à l'exception de deux ou trois bourrés de foin et de chiffons. Dans ma fureur, je lacérai, j'éparpillai, je jetai ur le carreau tout ce qui se trouva sous ma main.

Au bruit que je faisais, le concierge de la maison accourut.

— Qu'est-ce qui se passe donc, demanda-t-il.

Mais sans lui répondre, je continuai mon œuvre de destruction. Il courut à moi, et me prenant le bras:

— Comment! vous osez!... s'écria-t-il; les papiers de M. Lentague!

— Parlez-en de votre M. Lentague, un filou, un malfaiteur!

— Mais c'est vous qui êtes un malfaiteur. Est-ce qu'on s'introduit ainsi dans les appartements pour les saccager? Je vais vous faire arrêter.

Il s'élança par la croisée l'ouvrit et se mit à crier au voleur.

J'allais être arrêté, conduit devant le commissaire de police, à qui il fandrait donner mon nom, apprendre ma profession, qui m'interrogerait et devinerait bientot la vérité... J'étais perdu.

Déjà toutes les croisées de la maison s'ouvraient on descendait des étages supérieurs; on accourait de toutes parts... Alors, je repoussai violemm en le concierge qui me tenait au collet: je bousculai un voisin qui venait de pénétrer dans l'appartement; je m'élançai vers l'escalier que je descendis quatre à quatre; je traversai la cour, et poursuivi par les cris de tous les locataires, je pris la fuite comme nn voleur.

Par quelles rues je passai, dans quel dédale j'égarai les personnes que je croyais sans cesse entendre derrière moi, je ne pourrai le dire. Je sais seulement que tout-à-coup je me trouvais sur la place Royale, en sueur et hors d'haleine.

Je repris mon pas ordinaire, et, exténué, je me laissai tomber sur un banc. J'y restai quelques instants inerte, dans une sensation de vide et d'écrasement, sans autre pensée sinon que c'était fini et que j'étais bien perdu! Les promeneurs, près de moi s'écartaient en me regardant de coté; je m'en aperçus, et, tremblant d'exciter des soupçons, je me redressai et m'efforçai de prendre une attitude moins étrange.

Quelle douce tranquillité autour de moi; les petits rentier du Marais se promenaient en causant; les bonnes caquetaient entre elles ou parlaient bas avec leurs amoureux; les passereaux piaillaient et sautillaient dans les arbres, les enfants jouaient... Une demi-douzaine de bambins, vainement rappelés par leurs mères, vinrent s'abattre auprès du banc où j'étais assis: ils riaient de ce rire franc et argentin de l'enfance ils se chamaillaient parfois; ils m'envoyaient leurs balles ou leurs billes dans les jambes... Alors je songeai à toi, mon cher Richard, qui à cette même heure, jouais sous les grands arbres du Luxembourg. De grosses larmes me jaillirent des yeux.

je me levai précipitamment et m'enfuis.

A la vue de la maison que j'habitais, où j'allais retrouver ma femme et mon enfant, je m'efforçai de reprendre contenance; mais sans doute j'avais bien mal composé ma physionomie, car ma femme fut douloureusement étonnée en me voyant, et sa première parole fut celle-ci:

— Qu'as-tu donc?

Je serais mort plutôt qne de lui dire la vérité: j'alléguai vaguement un malaise, la fatigue résultant d'un travail excessif à mon bureau.

J'avais la fièvre; malgré les prières de Clémence, il me fut impossible de manger: je me couchai. Quelques instants après, tu vins me donner le baiser du soir. Panvre enfant! tu étais tout triste, et je te vois encore approcher ton doux visage de ma bouche. A ce cher contract, mes nerfs se détendirent, et je me mis à sangloter. Ta mère alors s'approcha vivement et me supplia de dire ce qne j'avais. Je fus effrayé de ma faiblesse; je feignis nne grande irritation et je vous repoussai tous deux.

— Je n'ai qu'un peu de malaise, dis-je, laissez-moi en repos.

Et je me tournai du côté de la ruelle.

Quand tu fus couché et endormi, ta mère, qui s'était assise auprès de mon lit et se disposait à veiller s'approcha de moi, et à voix basse, des larmes dans les yeux, renouvela ses supplications: en effet, ce que je lui avais dit ne suffisait pas pour expliquer mon attitude, ma manière d'être depuis deux ou trois mois.

— As-tu à te plaindre de moi? dit-elle.

(A suivre)